



Audience présidentielle

Le président Tebboune reçoit les walis de la République

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE



Présidence
Karim Younes
nommé
médiateur
de la République

Page 2

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5009 - Mardi 18 février 2020 - Prix : 10 DA

La marche des enseignants empêchée

La Coordination dénonce la répression et menace de boycotter les examens

Page 3

Mission accomplie pour Damas

Par Mohamed Habili

Alors que la Turquie envoie renforts sur renforts autour d'Idleb, créant sur cette lancée de nouveaux postes d'observation en plus des 12 convenus à Sochi avec la Russie, l'armée syrienne aidée de ses alliés progresse, sans se laisser perturber par les menaces de représailles, vers la réalisation de l'objectif fixé à cette offensive. Aux dernières nouvelles, ce but est atteint : la reprise du contrôle des deux principales artères du pays aux groupes rebelles, la M4 et la M5, qui justement se croisent dans les parages d'Idleb, à Saraqib plus précisément, reconquise il y a quelques jours, après Maraath al-Nouman, non moins stratégique qu'elle. Au cours de ces opérations, il est arrivé plus d'une fois que les troupes syriennes et turques se bombardent, toutefois en veillant à rester à bonne distance l'une de l'autre. On sait de source sûre ce qu'il en a coûté à la Turquie, une dizaine de morts et autant de blessés, en plus des atteintes à sa superbe, mais non pas à la Syrie, bien que les Turcs disent leur avoir infligé des pertes bien plus élevées que celles subies par eux. Mais peut-être n'est-ce à cet égard que partie remise, Ankara attendant l'expiration de l'ultimatum posé à Damas lui faisant obligation de revenir sur ses lignes d'avant l'offensive, sous peine de lui en cuire grandement. Ce délai s'achève à la fin du mois de février. Il n'y a pas la moindre chance que Damas y obtienne. Et cela pour une raison plutôt évidente.

Suite en page 3

Clôture de la rencontre gouvernement-walis

Djerad annonce 100 milliards DA pour un plan de développement d'urgence



Ph/E. Soraya/J. A.

Dans un nouvel esprit de gouvernance, établi sur la base d'une approche de développement «durable et harmonieuse» et mettant en valeur la qualité du cadre de vie du citoyen et son environnement, les travaux de la réunion gouvernement-walis ont pris fin hier par l'adoption de plusieurs recommandations devant servir de feuille de route pour une nouvelle démarche performante de gestion des collectivités locales. Dans son discours de clôture, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a annoncé une enveloppe de 100 milliards de dinars dédiée à un plan de développement d'urgence. Lire page 2

Bras de fer entre Ennahdha et le Premier ministre La Tunisie s'enfoncé dans la crise politique

Page 3

Festival international du théâtre de Béjaïa Un appel lancé pour la préservation du patrimoine africain

Page 13

Clôture de la rencontre gouvernement-walis

Djerad annonce 100 milliards DA pour un plan de développement d'urgence

■ Dans un nouvel esprit de gouvernance, établi sur la base d'une approche de développement «durable et harmonieuse» et mettant en valeur la qualité du cadre de vie du citoyen et son environnement, les travaux de la réunion gouvernement-walis ont pris fin hier par l'adoption de plusieurs recommandations devant servir de feuille de route pour une nouvelle démarche performante de gestion des collectivités locales. Dans son discours de clôture, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a annoncé une enveloppe de 100 milliards de dinars dédiée à un plan de développement d'urgence.

Par Meriem Benchaouia

S'adressant aux responsables locaux, Djerad a déclaré : «Nous sommes conscients que l'établissement de passerelles avec les citoyens passe par la franchise et la divulgation, loin de toute utopie et de déroboade de la responsabilité». Dans ce cadre, il a appelé lesdits responsables à «emprunter la voie du dialogue et de la concertation avec les citoyens et les différentes composantes de la société civile». Il a déclaré, dans ce sens, que les scènes de souffrance et de désespoir des citoyens dans certaines régions du pays, projetées au premier jour de la rencontre «font glacer le sang dans les veines», ce qui l'a amené, a-t-il dit, à revoir son intervention. Cette situation déplorable exige que tout un chacun assume ses responsabilités, a-t-il martelé. Dans le même contexte, il a appelé les walis à «opérer une véritable rupture avec la bureaucratie dans toutes ses formes», à «intensifier le travail de terrain, suivre la situation des citoyens et écouter leurs préoccupations». Le Premier ministre a fait savoir que les programmes de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et ses annexes locales seront révisés, dans l'objectif de promouvoir la formation avec de nouveaux cadres et contenu. Et d'ajouter : «Le cadre de l'Etat à tous les niveaux est appelé à faire preuve d'humanisme dans sa relation avec le citoyen et d'être au plus près de la société». Il s'agit de former, poursuit-t-il, un cadre qui «a foi en son Etat et ses institutions et qui soit au service de son

peuple». Appelant tous les cadres de l'Etat à «être un modèle à suivre en termes d'intégrité, d'abnégation, de service du citoyen et du pays et de sens des responsabilités», le Premier ministre a soutenu : «Vous devez être un bon modèle à suivre en matière de respect de la loi, de service et de lutte contre tous les dépassements et les aspects de clientélisme et d'abus de pouvoir». «Les objectifs tracés par l'Exécutif ne pourront être réalisés sans l'éradication de la bureaucratie, cette maladie qui ronge notre administration», a-t-il ajouté, appelant les cadres de l'Etat à protéger l'administration des dérapages qui pourraient se produire sans prendre en considération la souffrance et les problèmes de nos concitoyens. Pour Djerad, la modernisation de l'administration, la simplification, la numérisation des procédures administratives et l'amélioration de sa performance contribueront à «assainir notre Administration des pratiques révolues et de la bureaucratie qui pèsent lourd sur nos citoyens et ont retardé les investissements créateurs de richesses et d'emplois». Abordant les priorités de l'action gouvernementale, Djerad a précisé qu'elles seront axées essentiellement sur un ensemble de points, en tête desquels figurent «la modernisation et mise à niveau de l'appareil administratif avec une intégration judicieuse de la numérisation et des nouvelles technologies dans le



PH: SORAYLI A.

cadre d'un modèle ayant le citoyen comme principal élément de l'équation». Conscient de l'importance de la réforme administrative, le gouvernement a mis en place un plan global de gouvernance et de réforme de l'appareil administratif, notamment au niveau local, a-t-il indiqué. Lesquels programmes, plans et textes «demeurent tributaires du sérieux de chaque responsable administratif, de sa compétence et de son engagement à les mener à bien». Il a mis en avant l'importance d'accorder «une importance capitale» à la formation de la ressource humaine. A cet effet, il a annoncé la révision

du fonctionnement de certains établissements relevant du secteur de l'Intérieur, notamment la Délégation nationale aux risques majeurs, la Délégation nationale de sécurité routière, le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag), le Centre national d'études et d'analyses pour la population et le développement (Ceneap) et le Centre national de formation, de perfectionnement et de recyclage des personnels des collectivités locales. Et de prévenir les responsables locaux que désormais «votre travail sera soumis à un suivi et à une évaluation continus et vous n'aurez

d'autre choix que de réussir dans vos missions et d'obtenir des résultats concrets».

Pour sa part, Kamel Beldjoud, ministre de l'Intérieur, a appelé les responsables locaux à s'investir dans l'action de proximité, à se rapprocher des citoyens et à une prise en charge optimale de leurs préoccupations, loin des «fausses promesses». «Tout responsable, à tous les niveaux doit revoir les mécanismes d'accomplissement de ses missions et le mode de gestion des affaires publiques», a-t-il affirmé au terme de la rencontre gouvernement-walis qui a duré deux jours. «Le responsable est obligé aujourd'hui de s'inscrire dans l'action de proximité, de se rapprocher du citoyen, de lui ouvrir les portes, de prendre en charge ses préoccupations et d'éviter les fausses promesses pour une réponse immédiate aux nombreuses exigences qui souvent ne nécessitent pas de mesures importantes ou complexes», a-t-il insisté. A la clôture de cette première rencontre gouvernement-walis depuis l'investiture de Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême du pays, une série de recommandations ont été préconisées par les participants, toutes convergeant vers la nécessité d'adopter une nouvelle approche privilégiant un mode de gestion à objectifs des collectivités locales ainsi que la généralisation de la digitalisation de l'administration.

M. B.

Présidence

Tebboune nomme Karim Younes médiateur de la République

Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a nommé, hier, l'ancien coordinateur de l'Instance nationale de dialogue et de médiation, Karim Younes, médiateur de la République, indique un communiqué de la Présidence. La cérémonie d'installation de Karim Younes dans ses nouvelles fonctions de médiateur a eu lieu au siège de la Présidence de la République. Karim Younes avait pris sa retraite politique, après sa démission de la présidence de l'APN en avril 2004. Il a été rappelé par le chef de l'Etat par intérim, Abdelkader Bensalah, pour diriger, en tant que coordinateur, «l'Instance de dialogue et de médiation», dans le cadre des consultations politiques, en prévision de la présidentielle du 12 décembre. A noter que Karim Younes, après sa mission en tant que président du panel de dialogue, devient ainsi la deuxième personnalité de cette instance à accéder à une fonction officielle, après Amar Belhimer, nommé ministre de la Communication, porte-parole de la Communication. Il est à noter que

ce n'est pas la première fois que l'on nomme un médiateur de la République en Algérie. Ce poste existait déjà à l'époque du président Liamine Zerrouk. Le poste a été occupé par le moudjahid Abdesslem Habbachi qui avait assumé cette même mission au lendemain de la présidentielle du 16 novembre 1995. Une mission qu'il a assumée après avoir été président de la Commission nationale indépendante de l'élection présidentielle en 1995. Avec l'arrivée au pouvoir du président Abdelaziz Bouteflika, cette institution a été gelée. Licencié de français de l'Université d'Alger en 1978, Karim Younes a été président de l'APN de juin 2002 à juin 2004. Il a été secrétaire d'Etat puis ministre de la Formation professionnelle de juin 1997 à mai 2002. Dans le contexte de 2019, il dirige l'Instance nationale de dialogue et de médiation. Après rapport transmis au président Bensalah, l'Instance a eu une nouvelle mission, celle d'organiser les élections. Né le 1^{er} janvier 1948 à Béjaïa, Karim Younes est un homme politique et écrivain. Il

a publié cinq ouvrages sur l'histoire de l'Algérie et la colonisation française en Algérie : «De la Numidie à l'Algérie-Grandeurs et Ruptures» (2012), «La chute de Grenade ou la nouvelle géographie du monde» (2014), «Aux portes de l'avenir : Vingt siècles de résistance, Cinquante ans d'indépendance» (2014), «Les Eperons de la conquête... ou l'impossible oubli» (2017) 19,20. Dans ce dernier ouvrage, l'auteur revient sur l'époque coloniale «désastreuse» et la «décivilisation orchestrée par le colon français» contre le peuple algérien.

Younes : «Veiller au respect des droits des citoyens»

M. Karim Younes, nommé lundi Médiateur de la République, a indiqué que cette instance veillera au respect des droits des citoyens par les institutions de l'Etat et les collectivités locales et à l'amélioration du service public, contribuant ainsi à l'édification d'une Algérie nouvelle. «Le Président de la

République m'a chargé d'une mission sensible en me nommant Médiateur de la République. Je suis conscient du poids et de la dimension de cette mission dans la contribution à l'édification d'une Algérie nouvelle, une Algérie plus juste, plus équitable et plus à même de répondre aux aspirations de tous les citoyens», a déclaré à la presse M. Younes au terme de l'audience que lui a accordée Abdelmadjid Tebboune. «Tout citoyen peut recourir au Médiateur de la République s'il considère que l'un de ses droits a été bafoué ou même pour alerter sur une urgence, dans le cadre de la loi», a-t-il affirmé. Expliquant le travail du Médiateur de la République, M. Karim Younes a précisé que hormis les questions liées à la sécurité de l'Etat, à la Défense nationale et à la politique extérieure, le Médiateur de la République peut recueillir toutes les informations qu'il juge nécessaires dans toute affaire portée devant lui.

Louiza Ait Ramdana

Audience présidentielle Le président Tebboune reçoit les walis de la République

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi après-midi les walis de la République. L'audience s'est déroulée au siège de la présidence de la République en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et du Médiateur de la République, Karim Younes. Cette audience intervient à l'issue de la réunion gouvernement-walis, tenue dimanche et lundi au Palais des nations et au Centre international des conférences.

APS

La marche des enseignants empêchée

La Coordination dénonce la répression et menace de boycotter les examens

Finallement, la marche des enseignants du primaire vers le Palais du gouvernement s'est transformée en un gigantesque sit-in au niveau de la place des Martyrs. Malgré la répression dont ils ont fait l'objet, les protestataires ont réaffirmé leur attachement à leur cause et à leurs revendications.

Par Thinhinene Khouchi

Hier, à ce qui devait être leur première marche pacifique, des centaines d'enseignants ont été malmenés par les éléments de la police. En effet, comme prévu dès 10h du matin, des centaines d'enseignants venus des quatre coins du pays se sont rassemblés au niveau de la place des Martyrs en vue d'organiser une marche «silmya» vers le Palais du gouvernement afin de remettre au Premier ministre une lettre de leurs revendications. Finalement, cette marche n'a pas eu lieu car les éléments de la police, déployés en force, ont réprimé les protestataires et tenté, à multiples reprises, de disperser les grévistes en usant de la force. Les représentants de la Coordination des enseignants du primaire, initiatrice de ce mouvement de protestation, a signalé une dizaine d'arrestation parmi les manifestants. Elle a tenu à dénoncer la répression dont ses adhérents ont fait l'objet. Selon Abdelhamid Chethan, enseignant et coordinateur de la wilaya de Djelfa, rencontré lors de ce rassemblement, «les éléments de la police ont arrêté plusieurs de mes collègues qui manifestaient pacifiquement. D'autres enseignants qui sont venus des autres wilayas pour y participer ont été refoulés au niveau de la gare routière de Kharouba». Malgré cette répression, les enseignants ont tenu à se faire entendre en scandant au niveau de la place des Martyrs : «quelle honte, un ministère sans décision», «l'enseignant est bles-



Ph. > E. Sarayel / A.

sé et pénalisé à l'image de l'école algérienne», «on en a marre de la mizriya», «quelle honte, l'enseignant est sous la répression». Les manifestants ont aussi exprimé leur déception du nouveau ministre de l'Éducation qui n'est que «le sosie des ministres qui l'ont précédé». Devant la «répression» de la police et «le mépris ainsi que le silence» du ministre de l'Éducation nationale, les enseignants menacent de maintenir leur grève d'une journée, même de boycotter les examens du deuxième trimestre, et prévoient une nouvelle marche dans les jours à venir. Enfin, rappelons que parmi les revendications mises en avant par cette entité syndicale figurent «la révision des programmes pédagogiques, des calendriers des vacances et de la rentrée scolaire pour les

régions du Sud du pays, la modification du statut particulier», de sorte à reclasser les enseignants du secondaire, du moyen et du primaire au même grade de base, «la diminution du volume horaire, l'application immédiate du décret présidentiel N°266/14 avec effet rétroactif depuis sa parution en 2014, le recrutement de superviseurs afin d'assurer l'encadrement des élèves dans la cour et les cantines pour permettre aux enseignants de se consacrer à leurs tâches pédagogiques et, enfin, la création de

nouveaux grades d'enseignant pour les matières scientifiques, littéraires et d'éducation physique (sport)». En outre, dénonçant les pressions exercées sur les enseignants grévistes par l'administration ainsi que le harcèlement dont sont victimes certains coordinateurs de wilaya, dont l'enseignant de Bordj Bou Arréridj et celui d'Alger-Ouest (Chéraga), la Coordination revendique le respect de leur mouvement et de ses revendications qu'elle juge légitimes.

T. K.

Les journalistes malmenés

LORS de ce rassemblement au niveau de la place des Martyrs, plusieurs journalistes et photographes, présents pour couvrir l'événement, ont été malmenés par certains éléments de la police qui ont usé de la force à plusieurs reprises.

T. K.

Bras de fer entre Ennahdha et le Premier ministre La Tunisie s'enfonce dans la crise politique

Campant sur sa décision de retirer ses représentants du nouveau gouvernement proposé samedi dernier par Elyes Fakhfakh, le mouvement Ennahdha affirme ne reprendre ses consultations avec le chef du gouvernement que «si l'intention de ce dernier s'oriente vers la formation d'un gouvernement politique d'union nationale qui n'exclut personne». Après avoir posé la condition d'un gouvernement d'union, Ennahdha a fait savoir hier que la réunion du bureau exécutif examine à l'heure actuelle «toutes les options et les scénarios possibles», à la lumière de la décision prise par le conseil de la Choura de ne pas voter en faveur du gouvernement Fakhfakh. A ce propos, Khalil Baroumi, membre du bureau exécutif du mouvement tunisien Ennahdha, indiquera

que «le bureau est en train d'examiner différentes options, notamment celle d'adresser une motion de censure au Parlement et de retirer la confiance au gouvernement chargé de la gestion des affaires courantes dirigé par Youssef Chahed. Toutes les éventualités sont ouvertes», a-t-il affirmé. Cité par l'Agence TAP, Baroumi a également indiqué qu'Ennahdha se concerta avec des experts en droit, surtout qu'il existe des lectures et des interprétations différentes du texte de la Constitution. Il a en outre fait savoir l'existence de médiateurs, membres d'organisations nationales, pour rapprocher les points de vue entre le mouvement Ennahdha et Elyes Fakhfakh avant l'expiration du délai constitutionnel, le 21 février 2020. Enchaînant dans ce sens, Oussema Ben Salem, membre

du conseil de la Choura, avait précisé, à cet effet, que le mouvement a entamé depuis hier des concertations dans la perspective de choisir le candidat de la majorité parlementaire capable de former le gouvernement. Ben Salem avait annoncé, dans une publication postée sur sa page officielle Facebook, que le parti compte retirer sa confiance au gouvernement Chahed, estimant que le président de la république Kais Saïed ne pourra pas dissoudre le Parlement. Avant-hier, Imed Khmiri, porte-parole du mouvement Ennahdha en Tunisie, appelant à «renforcer la confiance entre tous les partis politiques pour garantir au prochain gouvernement toutes les chances de réussite», a affirmé que le mouvement Ennahdha est en faveur d'un gouvernement d'unité nationale qui a des partis

représentés au Parlement (à l'exception de ceux qui s'excluent eux-mêmes). En outre, estimant que la composition du gouvernement telle que présentée par le Chef du gouvernement, samedi dernier, est basée sur «la discrimination et l'exclusion», Khmiri relèvera l'existence d'une divergence de vues «considérable» avec Elyes Fakhfakh, chargé de former le gouvernement. Et de considérer que «la forte présence d'indépendants dans la composition du gouvernement annoncé ne reflète pas la vision du mouvement Ennahdha qui prône un gouvernement politique d'union nationale». Pour sa part, Rached Ghannouchi, président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), a réitéré, selon un communiqué de l'ARP, sa position «constante» de respecter la volonté des électeurs et

LA QUESTION DU JOUR

Mission accomplie pour Damas

Suite de la page une

Loin en effet d'avoir contrevenu par son mouvement aux accords de Sotchi, Damas n'a fait au contraire que concrétiser une de leurs clauses : la réouverture des deux routes à la circulation des personnes et des biens. Sauf que cette tâche devait revenir à la Turquie elle-même, encore que la lettre des accords ne soit pas très explicite à ce sujet. Les accords de Sotchi, à la suite de ceux d'Astana, mais qui eux par contre sont passés uniquement entre la Turquie et la Russie, en septembre 2018, se ramènent comme tout compromis à un donnant-donnant. En contrepartie de la renonciation par la Russie et ses alliés d'un assaut final sur Idlib, dernier bastion de la rébellion, la Turquie s'engage à délester les groupes rebelles de leurs armes lourdes, mais aussi à les contenir dans leurs positions, et sinon à débloquent elle-même les deux autoroutes M4 et M5, du moins à agir constamment en ce sens. Les accords de Sotchi ont ceci de particulier qu'ils baignent dans le flou, leurs parties prenantes ayant pour but véritable de gagner du temps. Plus d'une année après leur entrée en vigueur, la Russie et la Syrie sont obligées de constater que la Turquie non seulement n'a pas respecté ses engagements les moins contestables, mais qu'au contraire elle a pris soin d'agir à rebours de ce qu'ils lui prescrivait. Et pour ce qui de leur point de vue était l'essentiel dans le court terme, c'est-à-dire le déverrouillage des deux autoroutes, sans quoi Idlib restait à l'écart du reste du pays, rien évidemment n'a été entrepris par elle. Rien de bien étonnant à cela, son véritable but étant d'occuper durablement Idlib, donc de la couper du reste de la Syrie, non pas de la reconnecter à elle, d'aider ainsi à son retour dans le giron de Damas. Est-ce pour autant la fin des faux accords de Sotchi ? Il se pourrait bien que non, du moment que ce n'est pas encore le moment de reprendre Idlib. A ce qu'il semble en tout cas.

M. H.

de «rejeter l'exclusion». Il a indiqué que le pays «a besoin d'un gouvernement d'union nationale et de climats de confiance et de consensus pour réussir à parachever la mise en place des institutions constitutionnelles», ajoutant que «le texte et l'esprit de la Constitution permettent de trouver des solutions pour faire face à toutes les situations». Lynda Naili

Coronavirus

Les Algériens rapatriés de Wuhan, autorisés à quitter leur lieu de confinement

■ Les ressortissants algériens, libyens et mauritaniens rapatriés de Wuhan, en Chine, en raison de l'épidémie du nouveau Coronavirus, ont été autorisés dimanche soir à quitter l'hôtel Raïs à Alger, où ils ont été confinés pendant deux semaines.

Par Maya H.

«**J**e suis très heureux d'annoncer la levée des mesures de mise en quarantaine qui avaient été imposées aux ressortissants algériens, libyens et mauritaniens après une période d'isolement de 14 jours, durée d'incubation du virus», a déclaré le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, lors d'une cérémonie organisée sur le lieu de confinement. Le ministre s'est dit, à l'occasion, «très satisfait» de constater que toutes les personnes rapatriées de Wuhan soient en bonne santé, exprimant sa «*gratitude*» au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné le rapatriement des Algériens établis dans cette ville, conformément à ses engagements de protéger et de porter assistance à la communauté nationale établie à l'étranger. Un avion spécial de la compagnie nationale Air Algérie avait été dépêché le 2 février dernier sur instruction du président de la République pour rapatrier les Algériens établis dans la ville chinoise de Wuhan. Ce vol spécial a permis l'évacuation de 31 Algériens et de 17 ressortissants tunisiens, libyens et mauritaniens. Les 31 Algériens, les 3 libyens et 4 mauritaniens rapatriés de Chine, ainsi que les membres d'équipage et le staff médical ont été transférés à leur



descente d'avion, le 3 février dernier, vers un hôtel de la capitale où ils ont été placés en quarantaine, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). «*Aucun cas positif n'a été enregistré parmi les personnes rapatriées de la ville chinoise de Wuhan, touchée par l'épidémie du coronavirus*», avait assuré Abderrahmane Benbouzid il y a quelques jours. La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, s'est dit, pour sa part, «très émue» par l'élan de

solidarité dont ont fait preuve les Algériens, saluant particulièrement le courage des femmes qui ont participé à l'opération de rapatriement et de celles qui ont veillé au bien-être des ressortissants algériens et étrangers durant la période d'isolement. Le P-DG de la compagnie Air Algérie a salué, de son côté, le «*professionnalisme et le sens du devoir*» de l'équipage et du staff médical qui a mené l'opération de rapatriement des ressortissants algériens et maghrébins, se félicitant de constater qu'«*aucun cas suspect n'a été*

détekté parmi les personnes évacuées de Chine». De leur côté, les ressortissants algériens, libyens et mauritaniens ont exprimé à l'occasion leur «*gratitude*» aux autorités algériennes pour les efforts déployés pour leur «*évacuation rapide*» et dans de «*bonnes conditions*». Les membres d'équipage du vol spécial qui a permis le rapatriement des Algériens et des autres Maghrébins, ainsi que le staff médical qui a participé à l'opération, ont été honorés lors de cette cérémonie par le ministère de la Santé. **M. H./APS**

Skikda L'ancien directeur des Domaines placé sous contrôle judiciaire

LE JUGE d'instruction près le tribunal de Skikda a ordonné, dans la nuit de dimanche à lundi, de placer sous contrôle judiciaire l'ancien directeur des Domaines de la wilaya de Skikda qui assure actuellement les mêmes fonctions à Annaba, avec interdiction de quitter le pays, a-t-on appris hier de source judiciaire. L'accusé est poursuivi pour «*dilapidation de l'argent public*» et «*abus de fonction en violation des lois en vigueur pour accorder des indus avantages à autrui*», a déclaré la même source à l'APS. Trois autres personnes ont été libérées dans le cadre de cette affaire, à savoir 2 investisseurs dans le secteur touristique privé, poursuivis pour «*abus de pouvoir d'agents de l'Etat pour bénéficier d'indus avantages d'une administration publique*», et l'actuel conservateur foncier aux Domaines de Skikda poursuivi également pour «*abus de fonction en violation des lois en vigueur pour accorder des indus avantages à autrui*», selon la même source. L'affaire qui a fait l'objet d'une enquête contre ces personnes, concerne la vente de terrains relevant du domaine de l'Etat, situés dans le tissu urbain de la ville de Skikda, à ces investisseurs à des prix en deçà de leur véritable valeur, avec un écart atteignant environ 2 milliards DA, a souligné la même source. Le procureur de la République près le tribunal de Skikda a requis l'emprisonnement pour le directeur des Domaines et un investisseur, et la mise sous contrôle judiciaire pour 2 autres accusés. **Y. N.**

Gestion globale de l'information géospatiale

Réunion à Alger du Groupe des experts des pays arabes

Le ministère de la Défense nationale organise, lundi et mardi à Alger, la 7^e réunion du Groupe des experts des pays arabes pour la gestion globale de l'information géospatiale, indique un communiqué du ministère. «*Dans le cadre de l'initiative onusienne pour la Gestion globale de l'information géospatiale (UN-GGIM) au niveau international et au sein des projections régionales de cette initiative, tant au niveau des pays arabes qu'africains, le ministère de la Défense nationale, à travers le Conseil national de l'information géographique, organise, en partenariat avec la Division statistiques des Nations unies, du 17 au 19 février 2020 au Cercle national de l'Armée de Béni Messous à Alger, la 7^e réunion du Groupe des Experts des pays*

arabes pour la Gestion globale de l'information géospatiale», a précisé le communiqué. «*Les travaux de cet événement ont été ouverts par Monsieur le Général-Major, Chef du Département Emploi-Préparation de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, en présence de cadres supérieurs du ministère de la Défense nationale et de représentants d'autres départements ministériels à vocation territoriale, ainsi que les principaux producteurs de l'information géospatiale dans notre pays*», ajoute le MDN. «*Cette réunion est animée par des experts nationaux et étrangers, dans le but du suivi de l'état d'avancement des travaux du groupe d'experts au titre de sa projection "Pays arabes" et de la discussion des plans d'action pour les prochaines*

étapes afin de concrétiser cette initiative onusienne», souligne la même source. «*Cette réunion a été précédée par l'organisation, les 15 et 16 février 2020, de l'atelier technique international sur le cadre intégré de l'Information Géospatiale (IGIF), qui a abordé les questions liées à la démarche opérationnelle à suivre pour asseoir le cadre d'intégration de l'Information Géospatiale au niveau des Etats, aux fins de renforcement de la gestion globale de l'information géospatiale, en tant qu'outil déterminant dans la prise de décision, en matière de management des territoires et autres défis liés au développement socio-économique*», a-t-on indiqué de même source. **Y. B.**

Barrages de Ain Defla

Lancement prochain d'une opération de pêche «préventive»

Une opération de pêche d'essence «préventive» sera lancée au niveau des barrages de Ain Defla dans le but d'y assurer un meilleur équilibre biologique suite à la baisse du niveau des eaux, qui y sont emmagasinées, a-t-on appris hier du directeur local de la pêche et des ressources halieutiques. «*Dans le but d'assurer un meilleur équilibre biologique des barrages de la wilaya de Ain Defla, dont le niveau a considérablement baissé consécutivement au stress hydrique enregistré depuis des*

mois, nous comptons, d'ici à quelques jours, y lancer une opération de pêche revêtant un cachet préventif», a expliqué Samer Djillali. En sus de l'équilibre biologique qu'elle est censée assurer, l'opération permettra d'anticiper sur les cas de mortalité de poissons, a-t-il fait savoir, faisant état d'un plan de coordination entre différentes directions impliquées dans cette démarche. Il a, à ce propos, fait état d'une réunion ayant regroupé récemment des responsables d'exploitation des 6

barrages que compte la wilaya, ainsi que ceux des directions de l'environnement, des ressources en eau, et de la pêche et des ressources halieutiques, dans le but de finaliser le programme de l'action à entreprendre. Selon le responsable, l'opération touchera dans un premier temps les barrages dont la baisse du niveau d'eau est criarde, faisant remarquer que la priorité sera donnée à ceux de Harraza (commune de Djellida) et Ouled Mellouk (commune d'El Mayenne). «*L'opération*

touchera les six barrages de la wilaya mais l'urgence concerne ceux de Harraza et Ouled Mellouk emmagasinant respectivement 4 et 13 millions de m³, sachant que leur capacité de stockage est de 17 et 173 millions m³», a-t-il signalé. Pour M. Samer, il est impératif de diminuer la biomasse dans les barrages en question car, a-t-il expliqué, le risque de mortalité du poisson est grand, exacerbé qu'il est par la chaleur sévissant à la mi-journée.

Younès H.

Commerce

Rezig : réguler le marché et faire face aux intermédiaires

■ Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a affirmé, dimanche, que son secteur œuvrait, en collaboration avec les autres départements ministériels, à la régulation et l'organisation du marché à travers l'amélioration des conditions de commercialisation et de transport, dans le cadre de l'objectif tracé de faire face aux intermédiaires.

Par Salem K.

« Suite à l'adoption du Plan d'action, le gouvernement, y compris le ministère du Commerce, procèdera à l'opérationnalisation d'une série de mesures pour améliorer plusieurs aspects relatifs à de nombreux domaines », a déclaré M. Rezig à la presse, en marge d'une plénière au Conseil de la nation consacrée au débat du Plan d'action du gouvernement. « Le Plan d'action du gouvernement adopté, nous nous attelons au traitement et à l'amélioration de la situation », a-t-il assuré. En matière de commerce extérieur, le ministre a rappelé la démarche du gouvernement visant la mise en œuvre du projet du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatif à l'élaboration d'un fichier de tous les biens produits localement, dans un délai de 6 mois, avec précision des quantités et de la qualité des produits. Ce fichier permettra, a-t-il expliqué, de procéder à l'importation de certains produits et la rationalisation des produits dont les besoins sont quantifiés. Evoquant le dossier du lait, le ministre a évoqué « un progrès considérable » ces trois



dernières semaines en matière de garantie de quantités nécessaires au prix codifié. M. Rezig a affirmé que le manque de lait dans certaines régions était le résultat du comportement des

citoyens eux-mêmes qui achètent plus que leurs besoins quotidiens. Il a fait état, par ailleurs, du recensement de 400 communes qui n'étaient pas concernées par le plan de distribution de ce produit, affirmant qu'elle seront intégrées dans le schéma de distribution. Le ministre a tenu à affirmer, à ce propos, que sa page et son adresse électroniques étaient à la disposition des citoyens, étant donné qu'ils sont des partenaires dans la bataille du secteur contre les intermédiaires, réitérant ses engagements à mettre un terme définitif au problème de distribution de lait. Pour ce qui est des préparatifs en cours pour le mois sacré de ramadhan, le ministre a affirmé que le secteur œuvre en coordination avec d'autres ministères à permettre aux Algériens de passer un ramadhan « serein ». M. Rezig a annoncé, dans ce cadre, des ventes promotionnelles, pour la première fois, durant ce mois sacré de plusieurs produits tant alimentaires que des biens d'équipement ou d'équipements, outre la mise en place de grands espaces commerciaux pour la vente du produit local à des prix raisonnables. S. K./APS

Plan

Révision du code des marchés publics pour garantir la régularité et la transparence

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, dimanche à Alger, que le gouvernement procèdera à la révision du code des marchés publics afin de garantir la régularité en termes de dépense de l'argent et de transparence totale dans les commandes publiques. Le gouvernement procèdera à une révision globale du code des marchés publics dans

le but de garantir la régularité, la transparence et la rationalisation de dépense de l'argent de l'Etat, a précisé le Premier ministre en réponse aux préoccupations des présidents de Groupes parlementaires, lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée au débat du Plan d'action, présidée par le président par intérim du Conseil, Salah Goudjil, en présence des membres de l'Exécutif. Le Plan d'action du gouvernement prévoit plusieurs outils de qualité et ne se limite pas à un programme d'investissements publics à caractère national ou local, a affirmé M. Djerad, soulignant son volet politique important et les réformes structurelles dans tous les domaines. Le Premier ministre a ajouté, dans ce sens, qu'il ne s'agit nullement « d'un prolongement d'opérations précédemment initiées mais de la mise en œuvre d'une nouvelle démarche et d'une nouvelle méthode et de la mise en place de dispositifs visant à redéfinir les priorités ». Cette démarche, qui sera accompagnée par l'élaboration d'un plan de développement des statistiques en vue d'actualiser les indicateurs socio-économiques, englobe également un diagnostic détaillé par secteur et par

wilaya afin de d'obtenir une vision objective et précise de la réalité du développements à travers les quatre coins du pays et de recenser les lacunes et les inégalités, a-t-il expliqué. Le Premier ministre a fait état, dans ce sens, de l'analyse des résultats pour l'unification de l'action gouvernementale avec la définition des priorités « à impact réel » sur l'emploi et la cohésion sociale et des moyens de financement en vue de l'identification de ressources supplémentaires et leur affectation à travers l'augmentation des recettes budgétaires et la rationalisation des dépenses. Il a évoqué, pour ce faire, un audit général du secteur public économique en vue d'en faire une source de financement du Trésor public et de rétablir l'équilibre des comptes de la Caisse des retraites pour libérer graduellement le Trésor public du financement de son déficit. Réitérant la détermination du gouvernement à récupérer les fonds détournés dans les affaires de corruption au niveau interne et externe, M. Djerad a fait savoir qu'il sera question, en outre, de l'audit des exonérations et avantages fiscaux et de la reconsidération des dépenses publiques en vue d'en finir avec les programmes d'in-

vestissements sans impact économique ou social. Il a réaffirmé, dans ce contexte, l'engagement du gouvernement à contrôler les comptes spéciaux du Trésor et à lutter contre le marché parallèle, la contrefaçon et l'évasion fiscale. Evoquant le renouveau économique, M. Djerad a mis en avant la détermination du gouvernement à améliorer l'économie nationale à travers une politique rénovée basée sur la garantie de la sécurité alimentaire et de la transition énergétique et numérique, dans le cadre d'une réforme profonde du système financier portant sur la restructuration du système fiscal et l'établissement de nouvelles règles de gestion budgétaire sous-tendues par un système de statistiques moderne et précis, en sus de la rigueur de l'ingénierie bancaire et financière. La structuration de l'économie, a-t-il ajouté, sera axée sur les secteurs générateurs de richesses, notamment les énergies renouvelables, le tourisme et l'économie de la connaissance, garantissant une forte intégration des compétences algériennes, outre l'encouragement et la préservation de la production nationale, l'absorption des activités parallèles, l'augmentation des exportations

nationales et la réduction des importations et du déficit commercial. S'agissant du chômage, M. Djerad a précisé que ce dernier constituait une « préoccupation pour le gouvernement » qui ne ménagera aucun effort en matière d'emploi selon une approche « purement économique » visant l'insertion des chômeurs dans le marché du travail. Concernant le pouvoir d'achat, il a rappelé que le gouvernement s'était engagé à la révision du Salaire national minimum garanti (SNMG), à alléger la charge fiscale sur les faibles salaires et à prendre en charge les catégories défavorisées, notamment les personnes âgées, tout en préservant le système de la sécurité sociale et de la retraite. La priorité en matière de logement sera accordée, selon le chef de l'exécutif, aux personnes aux faibles revenus. Le gouvernement s'attellera à la mobilisation des affectations financières nécessaires pour la concrétisation des projets de développement, en focalisant sur les domaines vitaux, dont la réalisation et l'équipement des infrastructures éducatives, sanitaires et culturelles, outre la mobilisation des ressources humaines à même d'améliorer leurs prestations. Hamid F.

Japon

Le PIB chute de 1,6 % au 4^e trimestre 2019

LE PRODUIT intérieur brut (PIB) du Japon a chuté de 1,6 % au 4^e trimestre 2019, comparé à celui des trois mois précédents, en raison essentiellement de l'effet dissuasif sur la consommation de la hausse de TVA intervenue le 1^{er} octobre. Ce recul, le premier constaté en cinq trimestres, était attendu par les analystes. Le déclin est néanmoins sévère, inédit depuis celui de 1,9 % qui avait suivi une précédente augmentation de la TVA en avril 2014.

R. E.

Boussaâda

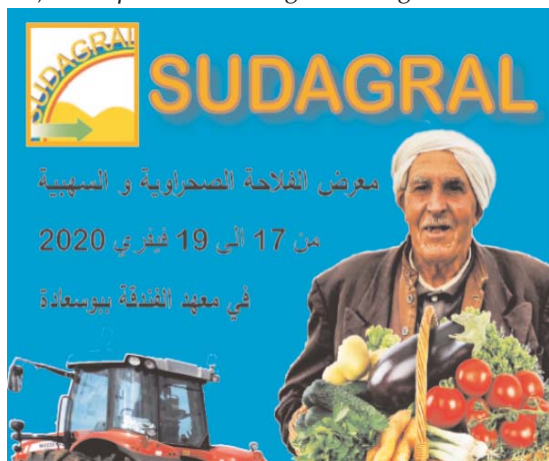
Plus de 60 exposants au Salon de l'agriculture saharienne et steppique

Plus de 60 exposants nationaux et étrangers participent au Salon de l'agriculture saharienne et steppique (Sudagral), organisé au siège de l'entreprise de la distribution du matériel agricole (PMAT) de la ville de Boussaâda a indiqué, hier, le responsable chargé de l'organisation de cet événement, Azzedine Benali.

Par Kaci Y.

« **C**e salon, qui se déroule du 17 au 19 de ce mois, permettra aux exposants de dévoiler les équipements de mécanisation de l'agriculture, les accessoires et l'outillage spécifiques, les solutions d'irrigation et d'économie d'eau, le matériel de plasticulture ainsi que l'offre nationale et internationale en matière de semences », a précisé ce responsable.

L'élevage bovin et l'aviculture qui bénéficient de dispositions d'encouragement, ne seront pas en reste, puisque les éleveurs trouveront sur place une vaste gamme d'équipements et de produits nécessaires à leurs activités, a expliqué la même source, ajoutant qu'au menu de ce



salon une journée d'étude en collaboration avec l'université de M'sila abordera la meilleure

manière de développer les différentes branches par les chercheurs et les universitaires qui

échangeront avis et expériences.

Plusieurs espaces seront aussi consacrés aux instituts et organismes chargés de l'orientation et de la diffusion de l'information agricole, a-t-on souligné.

Quant aux animations qui accompagneront le salon, un concours culinaire sera organisé pour faire connaître les traditions de la région aux participants, en plus d'un partage de connaissances dans le «Quiz Agral» et «Graines de savoir», a-t-on indiqué.

Il y aura également un concours de «la meilleure exploitation agricole» pour récompenser le travail et le sérieux afin de créer une émulation pour les jeunes et les inciter à investir ce secteur porteur de réussite et d'espoir, ainsi qu'un trophée qui sera décerné à la meilleure exploitation agricole dans les

principales filières de la région.

Depuis 2001, le Salon de l'agriculture saharienne et steppique (Sudagral) contribue à l'effort de développement des régions arides ou semi-arides de notre du pays, a-t-on conclu.

K. Y./APS

Tissemssilt Financement de plus de 80 projets Ansej

L'ANTENNE de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) de la wilaya de Tissemssilt a contribué au financement de 87 projets d'investissement au cours de l'année écoulée, a-t-on appris dimanche de cette antenne.

Ces projets, qui ont permis la création de 278 emplois permanents, sont lancés dans les domaines de l'agriculture (26 projets), l'industrie (33), les services (15), les métiers (3), le bâtiment et les travaux publics (4), l'artisanat (4) et les professions libérales (2), a-t-on indiqué, soulignant que le nombre de projets financés a connu une «*égère augmentation*» au cours de l'année dernière par rapport à 2018 qui avait vu le financement de 78 projets d'investissement. La hausse des projets d'investissement enregistrée en 2019 est due à l'augmentation des projets lancés par des étudiants universitaires, notamment dans les spécialités incluses dans la nomenclature de la Direction générale de l'Ansej, à l'instar des sciences juridiques et des projets liés au secteur agricole.

Par ailleurs, l'antenne de wilaya de l'Ansej a contribué au financement de 45 locaux pour location en 2019 qui concernent diverses professions libres, telles que celle d'avocats. L'antenne a également organisé des sessions de formation sur la bonne gestion d'une entreprise économique qui ont ciblé 119 porteurs de projets, en plus d'un atelier de formation et d'information au profit des étudiants du centre universitaire de Tissemssilt dans le cadre de la «Maison de l'entrepreneuriat». Elle a aussi organisé des journées d'information et de sensibilisation pour instaurer une culture d'entreprise au profit des stagiaires des établissements de formation et des détenus des établissements de rééducation de la wilaya. L'antenne Ansej de Tissemssilt a contribué, depuis sa création, au financement de plus de 3 700 projets d'investissement générant plus de 10 000 emplois, a-t-on rappelé.

May G.

Batna

Vers le raccordement d'environ 12 000 foyers au réseau de gaz naturel

Environ 12 000 foyers répartis à travers la wilaya de Batna seront raccordés au réseau de gaz naturel durant l'année en cours, a-t-on appris dimanche du directeur local de l'énergie. Ce programme, pour lequel une enveloppe financière de l'ordre de 1,4 milliard de dinars a été allouée, a été scindé en 90 opérations actuellement en cours d'étude, a indiqué à l'APS Allaoua

Djari, soulignant que les travaux seront «prochainement» lancés. Ces nouveaux projets cibleront plusieurs zones enclavées, des groupements d'habitat nouvellement créés, ainsi que des nouvelles zones urbaines, selon le même responsable. La concrétisation de cet «important» programme contribuera à augmenter le taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya de

Batna à plus de 85 %, a estimé la même source. A noter que 60 communes de la wilaya de Batna sont raccordées au gaz naturel, notamment les différents villages et zones enclavées, à l'exception de la commune de Larbaâ qui a connu un exode de ses résidents lors de la décennie noire, et dont le raccordement «reste tributaire du retour de la population».

K. L.

Suite à une panne sur la conduite de transfert d'eau du barrage Koudiet Lamdaouar Quatre communes privées d'eau à Khenchela

Une panne sur la canalisation de transfert de l'eau du barrage Koudiet Lamdaouar (Batna) vers la wilaya de Khenchela a privé d'eau potable les habitants de quatre communes, à savoir Khenchela, El Mehmel, El Hama et Ouled Rechache,

apprend-on dimanche de l'Algérienne des eaux (ADE). Une panne sur la canalisation de transfert de 700 mm de diamètre entre le barrage de Koudiet Lamdaouar et le château d'eau principal alimentant ces 4 communes a causé cette rupture de

l'approvisionnement et l'arrêt du pompage depuis la nuit de samedi à dimanche, est-il précisé dans un communiqué de la cellule de communication de l'ADE. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour réparer cette panne avant

de reprendre progressivement l'approvisionnement de la population de ces 4 communes, est-il précisé. L'ADE s'excuse de cette panne auprès de ses clients et les invite à prendre leurs dispositions à ce propos en attendant la réparation de la panne.

M. Y.

Oran

Journées d'information sur l'Ecole des sous-officiers du matériel

Les journées d'information sur l'Ecole des sous-officiers du matériel Chahid Bendraoua-Abdelkader, relevant de la 2^e Région militaire, ont été ouvertes dimanche au centre d'information territorial à haï «Es-salem» (Oran), lors d'une cérémonie présidée par le général Douaïssia Abdelkrim, commandant air à la 2^e RM, représentant le général-major chef de la deuxième RM.

Dans une allocution pour la circonstance, le général Douaïssia a souligné que «les journées d'information sur l'Ecole des sous-officiers du matériel constituent une occasion pour les citoyens de prendre connaissance de visu du travail de l'école, de découvrir le professionnalisme et l'efficacité de son personnel et de ses cadres». Cette manifestation est «une vitrine sur nos forces armées et montre le bon travail réalisé par les différentes structures du ministère de la Défense nationale (MDN) et de l'arme du matériel en particulier», a ajouté cet officier supérieur.

Les journées d'information sur l'Ecole des sous-officiers du matériel Chahid Bendraoua-Abdelkader constituent également une aubaine pour s'enquérir des équipements et matériels modernes de l'école et de s'informer des conditions et critères d'accès à cet important établissement d'instruction, a-t-il ajouté, affirmant que l'arme du matériel est l'un des éléments essentiels de la force de combat. Ces journées d'information contribuent aussi à renforcer le lien entre le citoyen et son armée et ses différentes forces et composantes, surtout que cette occasion coïncide avec la commémoration de la Journée nationale du commandé, a souligné le général Douaïssia Abdelkrim.

Pour sa part, le commandant de l'Ecole des sous-officiers du matériel, le colonel Belghit Djamel, a estimé que ces journées d'information constituent une occasion de s'enquérir des matériels et équipements pédagogiques de cet établissement qui

œuvrent à créer les conditions appropriées pour la formation. Les méthodes pédagogiques fournies par l'Ecole des sous-officiers du matériel utilisées dans diverses sessions de formation des stagiaires et des étudiants dans diverses spécialités ont été mises en exergue, dont entre autres disciplines, la mécanique et l'électricité, ainsi qu'une station de carburant de terrain alimentée par l'énergie solaire, un atelier mobile qui montre un échantillon de véhicules de lutte contre les incendies et de transport de personnes produits à l'usine d'automobile de Tiaret relevant des industries militaires.

Une vidéo a été également projetée abordant l'histoire et les activités de cette école. Lors de cette manifestation qui se poursuit jusqu'au 20 février, il est prévu l'animation de conférences et une visite guidée au profit des élèves du CEM «Cherfaoui-Ali» de haï «Es-salem».

Yanis F.

Conférence de Berlin sur la Libye

Boukadoum prend part à Munich à la 1^{re} réunion du Comité de suivi

■ Au cours de la réunion de Munich, de nombreux intervenants, notamment le co-président de la conférence, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas, ainsi que la représentante des Nations unies, «ont salué l'initiative de l'Algérie, qui a organisé à Alger le 31 janvier 2020, une rencontre sur la Libye avec les pays voisins».



Par Moncef G.

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a pris part, dimanche à Munich (Allemagne), à la première réunion du Comité international de suivi de la Conférence de Berlin sur la Libye, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a dirigé la délégation algérienne à ladite conférence qui s'est tenue le 19 janvier 2020, rappelle le communiqué.

Au cours de la réunion de Munich, de nombreux intervenants, notamment le co-président de la conférence, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas, ainsi que la représentante des Nations unies, «ont salué l'initiative de l'Algérie, qui a

organisé à Alger le 31 janvier 2020, une rencontre sur la Libye avec les pays voisins», relève la même source.

En marge de cette rencontre et de la Conférence de Munich sur la sécurité, à laquelle il a également pris part, du 14 au 16 février, M. Boukadoum s'est entretenu avec plusieurs responsables, en particulier M. Maas, le ministre koweïtien des Affaires étrangères, Cheikh Ahmed Nasser Al-Muhammad Al-Sabah, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhaboru Ghebreyesus, ainsi que le secrétaire général adjoint des Nations unies, chef du Département des opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix.

M. Boukadoum s'est également entretenu avec le secrétaire d'Etat parlementaire au ministère allemand de la Défense, Thomas Sïberhorn, ajoute le communi-

qué.

Boukadoum réitère la position de l'Algérie privilégiant une solution politique à la crise libyenne

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a réitéré, dimanche à Munich (Allemagne), la position de l'Algérie sur le règlement de la crise libyenne, en «insistant sur une solution qui ne peut être que politique», indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Dans son intervention lors de la 1^{re} réunion du Comité international de suivi de la Conférence de Berlin sur la Libye, M. Boukadoum a «mis en exergue la capacité des frères libyens à dépasser leurs divergences sans

ingérence extérieure». Le ministre «a ainsi lancé un appel pour un appui de la communauté internationale aux efforts visant à permettre au peuple libyen de sortir de cette crise qui affecte durement ce pays voisin et dont l'impact se fait ressentir bien au-delà de ses frontières».

Le chef de la diplomatie algérienne a également «réitéré l'entière disponibilité de l'Algérie à accompagner les frères libyens, dans le processus de dialogue et de règlement politique, tout en restant à équidistance de toutes les parties et avec le même degré de franchise et de confiance».

M. Boukadoum «n'a pas manqué aussi de saluer les efforts de l'Allemagne et les résultats auxquels ils ont abouti, en particulier, à travers la conférence de Berlin sur la Libye».

Libye : Maas se félicite de la poursuite des pourparlers entre les belligérants de la crise

Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, s'est félicité, dimanche, en marge de la Conférence sur la sécurité de Munich, de la poursuite des pourparlers entre les belligérants de la crise libyenne en vue de parvenir à un cessez-le-feu durable en Libye, rapportent des sources médiatiques.

Les belligérants libyens se sont mis d'accord, durant la semaine écoulée à Genève, au terme de la première session de pourparlers en vue d'aboutir à un cessez-le-feu durable en Libye, sur la nécessité de poursuivre leurs discussions à partir du 18 février prochain à Genève en Suisse.

«La bonne volonté ayant animé les deux parties lors de cette première session en vue d'aboutir à un cessez-le-feu a motivé la Manul (mission des Nations unies) de proposer une nouvelle date pour la poursuite des pourparlers», a indiqué l'ONU dans un communiqué rendu public.

Lors de la première session des pourparlers, les parties libyennes ont admis la nécessité de transformer la trêve en vigueur en Libye en un cessez-le-feu durable mais il reste quelques «points de divergence», avait auparavant indiqué l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé.

Lors de la Conférence internationale sur la Libye, tenue le 19 janvier à Berlin, il était question notamment du respect de l'embargo sur les armes en Libye et de la non-interférence dans les affaires intérieures du pays en crise depuis 2011.

Selon les représentants d'une douzaine de pays ayant pris part, dimanche, à la Conférence sur la sécurité à Munich, des violations de l'embargo sur les armes ont été commises par certains pays.

Les violations de l'embargo sur les armes a été à l'origine de la «violation du cessez-le-feu en vigueur», a fait remarquer, pour sa part, Stéphanie Williams, adjointe de l'émissaire de l'ONU pour la Libye Ghassan Salamé, lors d'une conférence de presse à Munich.

«Malgré certains signaux positifs, la situation reste profondément préoccupante sur le terrain», a-t-elle déclaré, ajoutant: «Plus de 150 violations ont été recensées, et le peuple libyen continue de souffrir, la situation économique continue de se détériorer, exacerbée par le blocus des installations pétrolières».

R. M.

M. G./APS

Tunisie

Saisie de 30 000 euros à l'aéroport de Tunis-Carthage

Près de 10 kg de résine de cannabis et 30 000 euros ont été saisis respectivement à Kasserine et à l'aéroport de Tunis Carthage, selon deux communiqués de la Douane tunisienne, publiés jeudi et vendredi.

Les résines de cannabis, saisies le 13 février, étaient dans les vêtements de deux Tunisiens, qui étaient à bord d'une voiture de louage, laquelle s'est arrêtée subitement à l'entrée de la ville de Kasserine, avant d'éviter une patrouille en place.

La fouille des voyageurs et de la malle de la voiture a permis de trouver deux plaquettes de cannabis cachées dans les vêtements d'un des voyageurs et d'autres plaquettes de stupéfiants dissimulées dans la malle de la voiture, ce qui a porté la quantité de drogue saisie à 10 kg.

Le voyageur et le conducteur de la voiture ont été arrêtés. L'enquête se poursuivra pour déterminer la provenance de ces stupéfiants et leur destination.

Les services douaniers ont en outre arrêté, jeudi à l'aéroport international Tunis-Carthage, un voyageur de nationalité africaine en possession de près de 30 000 euros dissimulés à l'intérieur de ses bagages personnels.

Le suspect qui se dirigeait vers Paris (France) a été soumis à la fouille par les agents de la Douane puis transféré à la direction des recherches douanières pour la poursuite de l'enquête.

Le SNJT dénonce «les violences policières» et exige le respect des libertés

Le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) a dénoncé ce qu'il a qualifié de «multiples violences policières» commises récemment contre des journalistes, mettant en garde contre toute tentative d'exercer une mainmise sur les médias ou de porter atteinte

à la liberté de la presse.

Cette mise en garde intervient sur fond d'agression, mercredi, d'une équipe de journalistes relevant de la chaîne El-Hiwar Ettounsi devant le siège du Parlement, au Bardo.

Selon un communiqué du SNJT rendu public ce jeudi, une équipe de journalistes de la chaîne El-Hiwar aurait été violemment agressée par des policiers et arrêtée arbitrairement. Le SNJT n'a pas fourni des précisions sur les circonstances de l'incident ni sur les motifs de l'arrestation.

Par ailleurs, le Syndicat des journalistes a appelé le président de la République à assumer ses responsabilités dans la protection des journalistes contre ces dépassements, jugés «graves», d'autant qu'il est le garant des droits et libertés, selon les dispositions de la Constitution.



«Sans mon vote»

A Téhéran, des habitants désabusés veulent boycotter les législatives

■ «Pas question d'aller voter !». Comme Paris, nombre d'Iraniens confient vouloir s'abstenir aux législatives de vendredi, pour exprimer leur manque de confiance envers les autorités et leur lassitude face à des difficultés économiques aggravées par les sanctions américaines.

Par Rosa C.

«C'est difficile pour tout le monde aujourd'hui en Iran et on n'en peut plus... on veut envoyer un message aux autorités», lance avec force cette habitante de Téhéran âgée de 62 ans, sous le regard approbateur de sa fille Kiana, 30 ans, une psychologue qui elle aussi entend désertier les urnes. Près de deux ans après l'annonce par Washington du rétablissement de sanctions écono-

miques, l'espoir de bénéficier de retombées de l'accord nucléaire de 2015 négocié par l'administration du président Hassan Rohani s'est évaporé et le pays s'enfonce dans la récession. «Il n'y a pas de travail, pas d'avenir», lâche Kiana, les cheveux noirs de jais s'échappant d'un foulard, rencontrée avec sa mère dans un quartier commerçant huppé du nord de la capitale. Même ici, les inégalités sont criantes : d'élégantes femmes au volant de 4x4 côtoient des vendeurs de



PH. > D. R.

roues couverts de crasse, leurs marchandises à même le sol. Un enfant, cireur de chaussures, assis sur le bord d'un trottoir glacial, est ignoré par des livreurs à moto de «Snapp food» (l'équivalent local d'Uber Eats) luttant contre les embouteillages pour apporter leur déjeuner à des concitoyens plus fortunés. Autant que leur incapacité à relancer l'économie du pays et à «tenir leurs promesses», Kiana reproche aux dirigeants leur «manque d'honnêteté», rappelle notamment que les autorités ont mis trois jours à reconnaître que c'est un tir iranien qui a abattu, «par erreur», un avion de ligne ukrainien début janvier. Réélu en 2017, le président Hassan Rohani, un conservateur modéré, avait promis plus de libertés sociales et individuelles et assuré que les Iraniens bénéficieraient de sa politique de rapprochement avec l'Occident. Mais les Téhéranais confient leur sentiment d'une vie rétrécie par l'in-

flation et la violente récession économique qui a suivi le rétablissement des sanctions américaines en 2018. Pour Paris, le «gouvernement aurait dû mieux gérer l'impact (de ces) sanctions». Plus au sud dans la ville, au bazar de Téhéran, Amir Mohtasham, 38 ans, au chômage depuis deux ans, estime ne pas en savoir assez sur le programme des candidats, pour la plupart issus du camp conservateur ou ultra-conservateur. «Si personne ne présente ses projets ou son programme, pourquoi est-ce que je devrais prendre part au vote ?». «Ces élections sont vaines (...) je ne fais confiance ni aux conservateurs, ni aux réformateurs. Ils installent juste des urnes et ils veulent que les gens votent !», critique-t-il. A quelques mètres, Mohammad, un marchand de tapis âgé de 30 ans, est beaucoup plus fortuné mais son avis est similaire : «On a voté pour Rohani avec un rêve, mais on n'a rien accompli... il y a

trop de mensonges». «Si voter c'est légitime, alors ce sera sans mon vote», assène-t-il. D'autres habitants, issus des milieux conservateurs ou religieux, se disent décidés à participer. «J'irai voter bien sûr, mais je ne sais pas pour qui», déclare Hassan Ghole, 55 ans, un autre vendeur du bazar. «Nos députés font ce qu'ils peuvent», juge-t-il, espérant que les futurs élus travailleront «à régler les problèmes de la jeunesse». Dans le quartier défavorisé de Nazi Abad (sud), M^{me} Shahverdi, femme au foyer de 38 ans, dissimulée sous un tchador, explique qu'elle ira voter, par devoir. «Du point de vue de notre religion, il est important d'aller voter, surtout que notre pays est encerclé par les ennemis ; et si nous avons la foi en l'existence, alors notre économie se portera bien», lance-t-elle. Mais dans ce même quartier, des jeunes n'hésitent pas à évoquer leur soif de plus de libertés.

R. C.



Commentaire

Diktats

Par Fouzia Mahmoudi

Dans une année et demie, cela fera exactement vingt ans que les États-Unis ont attaqué les talibans qu'ils estiment être derrière les attaques du 11 septembre 2001, et envahi l'Afghanistan pour apporter la liberté et la démocratie à cet État sinistré d'Asie centrale. Et si les Américains ont réussi dans une très faible mesure à libérer une petite partie des Afghans de l'emprise insupportable des islamistes qui régentaient leurs existences, ils ont surtout apporté une instabilité politique et sociétale qui a fait des centaines de milliers de morts parmi les civils. Finalement, au bout de plusieurs années d'un terrorisme qui a miné la vie des Afghans et une corruption impossible à éradiquer de la classe politique, les talibans sont devenus les premiers interlocuteurs des Américains, qui loin des «idéaux» de 2001 se rangent depuis plusieurs années déjà derrière une politique pragmatique. Cette semaine, le président afghan Ashraf Ghani s'est ainsi dit prudemment optimiste sur les chances de parvenir dans les dix jours à un accord entre États-Unis et talibans sur le retrait des troupes américaines du pays. «Nous sommes convenus de ne pas faire d'annonce aujourd'hui, nous le ferons dans la semaine à venir, d'ici dix jours, si la trêve partielle dont le principe a été arrêté cette semaine entre Washington et le groupe djihadiste est bien respectée», a déclaré Ashraf Ghani. Il s'exprimait lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, grand-messe annuelle sur les questions diplomatiques et de défense, et reprenait ainsi à son compte des propos tenus jeudi par le président américain Donald Trump, qui avait indiqué qu'un accord était «très proche». Cette trêve, qui a ravivé les espoirs de paix en Afghanistan, pourra mener, si elle est respectée, à la signature d'un accord de retrait des 12-13 000 soldats américains encore en Afghanistan. Le ministre afghan de l'Intérieur, Massoud Andarabi, a aussi indiqué cette semaine que les forces de sécurité afghanes, acteurs principaux sur le terrain et l'une des cibles principales des insurgés, étaient prêtes elles aussi «à respecter les conditions d'un cessez-le-feu ou d'une réduction de la violence». Ghani a toutefois reconnu qu'un doute subsistait sur la sincérité des talibans d'arrêter la violence, une fois les soldats américains partis : «C'est la question à un milliard de dollars», a-t-il reconnu, et «vous n'allez trouver la réponse que si vous vous engagez dans un processus de paix». Au-delà, le «test critique» concernant le groupe djihadiste sera de savoir «si les talibans vont accepter le principe d'une élection pour consulter la population afghane» ou «s'ils continuent à réfléchir en termes de conquête du pays», a dit Ghani. La trêve elle-même, devant durer sept jours, a encore des contours flous. La date à laquelle elle doit commencer n'a pas été jusqu'ici précisée, les États-Unis indiquant simplement que ce serait «prochainement». Ce n'est toutefois pas la première fois qu'un espoir de cessez-le-feu anime les différents acteurs de ce conflit qui dure depuis près de vingt ans désormais et qui fait suite à plusieurs autres conflits armés qui ont déchiré l'Afghanistan ces dernières décennies. Reste à savoir si cette fois-ci cet espoir sera suivi d'effet, et surtout quel futur sera proposé à la population qui risque en cas d'entente réelle entre Américains et talibans de se retrouver une fois encore sous la coupe des islamistes radicaux et de leurs diktats.

F. M.

Coronavirus

Le bilan monte à près de 1 770 morts en Chine, évolution «impossible à prévoir»

Le bilan de l'épidémie de pneumonie virale est monté hier à près de 1 770 morts en Chine continentale, selon des chiffres officiels publiés hier qui confirment une décade, même si l'Organisation mondiale de la santé averti que la propagation du coronavirus reste «impossible à prévoir». Des experts internationaux dépêchés à Pékin par l'OMS ont commencé à discuter avec leurs homologues chinois. «Nous avons hâte que cette collaboration importante et vitale contribue aux connaissances mondiales sur l'épidémie de #COVID19», a estimé le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus dimanche soir sur Twitter. Cette rencontre intervient alors que le bilan de l'épidémie de pneumonie virale Covid-19 s'est encore alourdi en Chine continentale avec désormais 1 765 morts, pour la plupart dans la province du Hubei (centre), selon des chiffres officiels publiés hier. Le bilan hors Chine

continentale est de 1 770 Le ralentissement du nombre quotidien de nouveaux décès en Chine continentale se confirme (105 hier contre 142 dimanche et 143 samedi). De plus, le nombre de nouveaux cas recensés en dehors du Hubei était de seulement 115 hier, contre près de 450 une semaine plus tôt. Un haut responsable chinois a estimé que son pays était en train de maîtriser l'épidémie : «On peut déjà constater l'effet des mesures de contrôle et de prévention de l'épidémie dans différentes parties du pays», s'est félicité le porte-parole du ministère chinois de la Santé, Mi Feng. En dehors de la Chine continentale où au moins 70 500 personnes ont été infectées, près de 800 cas de contamination par l'épidémie du coronavirus ont été confirmés dans une trentaine de pays du monde. En visite au Pakistan, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est dit confiant que «l'effort

gigantesque consenti par la Chine permettra le recul progressif de la maladie». Mais le chef de l'OMS a averti de son côté qu'il était «impossible de prévoir quelle direction l'épidémie prendra». «Nous demandons à tous les gouvernements, toutes les sociétés et tous les organismes de presse de travailler avec nous pour déclencher le niveau d'alarme idoine sans souffler sur les braises de l'hystérie», a-t-il lancé à la conférence de Munich sur la Sécurité. Au centre de la crise, la province du Hubei, où 56 millions d'habitants sont coupés du monde depuis le 23 janvier, a encore restreint la liberté de mouvement de ses citoyens bien au-delà de sa capitale Wuhan. Villages et cités résidentielles sont désormais soumis à «une stricte gestion fermée», 24 heures sur 24, ce qui signifie que les habitants ne sont plus censés sortir de chez eux jusqu'à nouvel ordre.

Festival international du théâtre de Béjaïa

Un appel lancé pour la préservation du patrimoine africain

■ La dixième édition du Festival international du théâtre de Béjaïa a été marquée par la présentation de «Le musée», du metteur en scène sénégalais Djibril Goudiaby. Cet évènement a été, entre autres, une occasion pour appeler à la préservation du patrimoine culturel et artistique africain, soumis à un furieux trafic et ce, dans une indifférence totale, parfois coupable.



Par Abia Selles

«Le musée», du metteur en scène sénégalais Djibril Goudiaby, présenté au deuxième jour du Festival international du théâtre de Béjaïa, a résonné dimanche, au théâtre Abdelmalek-Bouguerrouh, comme un strident plaidoyer en faveur de la

préservation du patrimoine culturel et artistique africain, soumis à un furieux trafic et ce, dans une indifférence totale, parfois coupable.

L'auteur de la pièce n'y va pas par quatre chemins pour dire tout le mal qu'il en pense, tirer la sonnette d'alarme et fustiger le «laisser faire» ambiant, et le drapage qui le caractérise sous couvert de la mondialisation et de

son corollaire, le libre négoce. Les conséquences, dira-t-il, participent à la destruction des richesses du pays qui le subit, mais plus grave, à la dépersonnalisation de ses populations. Il en illustre ainsi sa perception des choses, en mettant en lumière les traces d'un jeune diplômé de son pays, parti faire des études poussées sur le patrimoine en Europe et qui revient avec

un projet en tête, celui d'ouvrir un musée, d'une part, pour sauver et préserver les objets de valeur de son village et, d'autre part, pour contribuer à faire connaître la profondeur de son histoire. Mais son projet peine à accrocher. Et d'aucuns, y compris au sein de sa famille, n'y adhèrent pas, trouvant l'idée et l'entreprise aussi vaine que farfelue, suscitant, du reste, une telle hostilité que certains proches, l'accusant de commettre un sacrilège, n'ont pas hésité à échafauder un stratagème pour l'en dissuader ou «l'arrêter dans sa folie», pensant notamment soit à lui brûler la structure ou tout bonnement à attenter à sa vie.

En fait, derrière toute cette agressivité, voire une farouche animosité, se cache une peur de voir surgir des secrets anciens, dans la révélation est de nature à nuire aux équilibres du village et donc de la communauté.

L'exemple le plus éloquent étant l'autre projet subsidiaire du héros, qui s'est mis en tête de rapatrier la dépouille momifiée d'une de son arrière-grand-mère prêtresse, de son état, localisée dans un musée étranger.

Sa déportation puis sa mort loin de chez elle durant la 2^e Guerre mondiale reste encore une intrigue et son rapatriement est jugé de nature à en lever le voile et à menacer, peut-être, des intérêts acquis mais sourds.

La dame, connue aussi pour s'être rebellée contre le colonialisme, reste encore très vénérée et souvent comparée par les villageois à la Vénus noire de Namibie. Et c'est tout naturellement que sa réapparition même morte effarouche et terrifie.

Au bout d'un parcours du combattant fait de ténacité, d'audace, et de persuasion, «Inkè» arrive à convaincre ses compatriotes de l'utilité et de la pertinence de son projet. Et la pièce se ferme sur un joyeux happy-end, et il reçoit plein d'offrandes pour son «musée». Une chronique linéaire, dépouillée de toute parabole, mais qui en dit long sur un phénomène, le vol d'objets historiques et patrimoniaux, qui n'épargne aucune partie du monde sous-développé.

A. S.

Agence algérienne pour le rayonnement culturel Appel à candidature à un workshop «Art digital»

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) par son département Arts Visuels Et Patrimoine a lancé un

appel à candidature pour le workshop «Art digital» dirigé par les 2 artistes digitales Samy Lamouti (Algérien) et Remi

Lapierre (Canadien).

Le workshop aura lieu du 23 au 26 février 2020 à la villa Abdelatif. Durant les 4 jours, les candidats auront le temps d'apprendre les bases théoriques, pratiques et support technique et opérationnelle dans la production et création d'œuvres artistiques numériques immersives : Mapping Vidéo.

Chaque candidat devra avoir des connaissances nécessaires des logiciels 2D ou 3D, montage vidéo ou photographie et se munir de son Lap Top.

Le programme des workshops dans la production et création d'œuvre artistiques

numérique immersives. Du pipline, préproduction, introduction/perfectionnement aux techniques de rendu en temps réel, réalité virtuelle et de mapping 3D, méthodologie, production d'une œuvre à la fin du workshop sont au menu des organisateurs.

Les personnes intéressées doivent envoyer leurs demandes de candidatures à l'adresse suivante : workshop.artdigital@gmail.com

Rappelons que le dernier délai de candidature est le 20 février 2020

R. C.

Prévu pour le 21 février

Lemma de Béchar en concert à Alger

L'ENSEMBLE «Lemma de Béchar» sera en concert à Alger vendredi 21 février et ce, à l'initiative de l'Opéra d'Alger. Souad Asla et Hasna El Becharia, accompagnées de musiciens, reprendront de nombreuses pièces musicales du répertoire algérien. La ferda, le gnaoui, le tindi et la hadra résonneront lors d'une soirée à l'Opéra, avec les reprises de «A Sidi Moulana», «Slat Lefdjjer», «Nebki aâla Dnoubi», «Zine Elem'ma» ou encore «Lemti».

Prévu à partir de 19h30, le concert de Lemma de Béchar a fixé son prix d'accès à 1 000 DA. Les billets sont d'ores et déjà en vente au guichet de l'Opéra, tous les jours de 10h à 17h.

Décès

Le chanteur folk Graeme Allwright n'est plus

Le chanteur français d'origine néo-zélandaise, Graeme Allwright, connu notamment pour avoir adapté de nombreuses chansons d'artistes folk américains en français, est décédé à 93 ans, dans la maison de retraite où il résidait depuis une année, en Seine-et-Marne (Ile de France), annoncent des médias.

Engagé pour la justice sociale, Graeme Allwright était un chanteur en marge du show business, qui refusait les plateaux de télévision. Né en

Nouvelle-Zélande en 1926, il commence sa carrière comme acteur en Angleterre après la 2^e Guerre mondiale, avant de s'installer en France en 1948. Il n'entamera une carrière de chanteur qu'à l'âge de près de 40 ans, avec un premier disque en français, «Le trimardeur», sorti en 1965 adapté du «protest singer» Pete Seeger.

Son répertoire contestataire, antimilitariste et profondément humaniste résonne avec les aspirations de la jeunesse fran-

çaise de la fin des années 1960. «Petites boîtes» (adaptation de Malvina Reynolds), «Jusqu'à la ceinture» (Pete Seeger), «Qui a tué Davy Moore ?» (Bob Dylan), «Johnny» (texte original) et surtout «Le jour de clarté» (Peter, Paul & Mary), son plus grand succès, deviennent des hymnes de mai 68.

Dans les années 1970, il adaptera de nombreuses chansons du Canadien Leonard Cohen, dont «Suzanne». Il est aussi connu pour avoir écrit en

1968 la chanson de Noël pour enfant «Petit Garçon», version francophone de «Old Toy Trains» de Roger Miller, ou encore «Sacré Bouteille» (d'après «Bottle of Wine» de Tom Paxton).

Il alterne ensuite voyages et retours sur scène, où il continue à se produire jusqu'en 2015. En 2010, l'Académie Charles Cros lui décerne un «grand prix en honorem» pour l'ensemble de sa carrière.

F. H.

AGEND'ART

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah

Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte

Chaïfa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Aïn Beïda).

Théâtre national algérien (Alger)

Samedi 22 février :

Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.

Cercle Frantz-Fanon de Riadh El-feth (El-Madania, Alger)

Jusqu'au 29 février :

Exposition d'arts plastiques «Diptysmes... la connivence se fait art» d'Amel Kamilia Hamidou et Samira Merabet.

Galerie Baya du Palais de la culture (Kouba, Alger)

Jusqu'au 22 février :

L'ambassade de la République tchèque à Alger présente l'exposition «30 ans de la Révolution de Velours».



Tournoi féminin de l'UNAF

L'EN perd face à la Tanzanie

LA SÉLECTION algérienne s'est inclinée d'entrée dimanche face à son homologue tanzanienne 3 à 2 (mi-temps : 2-2), au tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) organisé du 14 au 22 février au stade du Kram (Tunis). Il s'agit de la deuxième victoire de suite pour les Tanzaniennes qui se sont baladées vendredi face à la Mauritanie (7-0), alors que l'Algérie tentera de se racheter mardi en affrontant les Mauritanaises. Les Algériennes joueront ensuite successivement

face aux Tunisiennes le 20 février et les Marocaines le 22 du même mois. Dans l'autre match de cette journée de dimanche, la Tunisie, battue vendredi par le Maroc (0-1), joue en ce moment face à la Mauritanie. Outre l'Algérie, le tournoi de l'UNAF regroupe les sélections de Tunisie, du Maroc, de Mauritanie et de Tanzanie. En revanche, la Libye et l'Égypte ont annoncé leur retrait à la dernière minute. Le premier au classement à l'issue des cinq journées de compétition sera déclaré champion.

Escrime/Coupe du monde (sabre) juniors - par équipes L'EN à la 5^e place

L'ALGÉRIE A terminé à la 5^e place de l'épreuve par équipes (juniors filles) d'escrime (sabre), lors de l'étape d'Alger de la Coupe du monde, en battant dimanche l'Égypte (45-39) en match de classement, disputé au Centre sportif féminin de Ben Aknoun.

L'équipe nationale composée de Kahli Zahra, Benadouda Chaïma, Kaouther Belkebir et Naïla Benchakour, avait perdu en quarts de finale face à l'Ukraine (45-41). «*Nous aurions pu décrocher aisément la troisième place, mais le manque d'expérience nous a été fatal. Les joueuses ont fait de leur mieux et étaient bien concentrées par rapport aux épreuves individuelles.*

La défaite concédée face aux Ukrainiennes a quelque peu sapé leur moral, chose qui a poussé le staff technique à axer son travail sur le volet psychologique», a indiqué la sélectionneuse nationale Wassila Yemi. Avant d'enchaîner : «*Cette compétition va permettre aux*

joueuses d'aborder le prochain championnat d'Afrique avec plus de volonté, elles qui ont acquis plus d'expérience.

La finale de l'épreuve se joue en ce moment entre la France et la surprise de la compétition, l'Ouzbékistan.

Les Françaises ont éliminé en demi-finales l'Ukraine (45-16), alors que l'Ouzbékistan a créé la sensation en passant l'écueil des Italiennes, favorites de cette étape (45-43).

La troisième place est revenue à l'Italie, vainqueur face à l'Ukraine (45-22). Outre l'Algérie, cinq autres pays ont pris part à l'épreuve par équipes : Italie, France, Égypte, Ukraine et Ouzbékistan, alors que la Belgique s'est désistée, se contentant de concourir en individuel.

L'épreuve individuelle, disputée samedi, a été marquée par la victoire de l'Italienne Taricco Benedetta, vainqueur en finale de sa compatriote Di Carlo Alessia sur le score de 15-8.

Badminton / Championnat d'Afrique - Double mixte L'argent pour les Algériens

LA PAIRE algérienne composée de Koceila Mammeri et Linda Mazri a remporté la médaille d'argent en double mixte de l'épreuve individuelle du Championnat d'Afrique de badminton, après sa défaite 3-2 devant les Égyptiens Adham Hatem Elgamal et Doha Hany, en finale disputée dimanche au Caire (Égypte).

Une seconde finale est prévue plus tard dans le tableau double messieurs et mettra aux prises les Algériens Koceila Mammeri - Youcef Sabri Medal et les Mauriciens Aatish Lubah - Georges Julien Paul.

Les Algériens ambitionnent de garder leur titre chez le double garçons pour se rapprocher des Jeux olympiques-2020 de Tokyo.

Dans les épreuves «par équipes», la sélection algérienne (messieurs) avait décroché la médaille d'or en s'imposant en finale devant son homologue mauricienne sur le score de 3 à 2. De son côté, la sélection féminine a terminé à la 2^e place de l'épreuve par équipes après sa victoire sur l'Afrique du Sud (5-0) mercredi.

Judo

Le Championnat «Juniors» reporté

LE CHAMPIONNAT national individuel «Juniors» de judo, initialement prévu du 20 au 22 février à la salle omnisports de Bousmaïl (Tipasa), a été reporté à une date ultérieure, a indiqué dimanche la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). «*Nous portons à la connaissance des différentes Ligues de wilaya que le Championnat national individuel «Juniors», prévu du 20 au 22 février à Bousmaïl, est finalement reporté à une date ultérieure.*

», a écrit la FAJ dans un bref communiqué, sans plus de détails.

La FAJ avait déjà procédé à un premier changement dans cette compétition en la délocalisant de la salle Hammamet (Alger) à Bousmaïl.

Le tournoi devait être ouvert même aux cadets des 1^{er}, 2^e et 3^e années, nés entre 2000 et 2002, suivant un précédent communiqué de l'instance fédérale.

MC Alger

Le calme revient chez le «Doyen»

■ Tout semble rentrer dans l'ordre ces jours-ci au Mouloudia d'Alger avec ce dernier succès arraché face à la JS Saoura, qui a quelque peu rassuré les fans déçus des contre-performances enregistrées ces derniers temps, toutes compétitions confondues.

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que les fans ont été outrés par l'élimination de leur équipe en Coupe d'Algérie face au WA Boufarik. Sachant qu'il est difficile de miser sur le championnat avec la grande concurrence du CRB, tout le monde souhaitait décrocher une autre trophée dans la compétition populaire et personne ne s'attendait à cette défaite et cette sortie prématurée, d'autant plus qu'elle est venue face à une formation qui évolue en division amateur. Avec ce succès, le nouveau coach, Nabil Neghiz, devrait pouvoir travailler dans de meilleures conditions, lui qui appréhendait dans un premier temps ce nouveau challenge, surtout qu'il arrive à un moment où l'équipe a perdu de nombreux cadres, partis monnayer leur talent dans les pays du Golfe. Aussi, il faut savoir qu'il n'a pas encore reçu la licence qui



Le Mouloudia retrouve des couleurs

lui permettra de prendre sa place sur le banc, étant donné que le technicien français Bernard Casoni n'a pas encore résilié son contrat. Tout dépendra des discussions qu'auront les dirigeants du Doyen avec ce dernier, lui qui demande de recevoir la totalité de son dû pour partir. Par ailleurs, le club prépare dans les

meilleures conditions le derby algérois face à l'USMA, dans l'espoir de le remporter pour se rapprocher encore plus du leader et le détrôner. Le Mouloudia se donnera certainement à fond pour le remporter et aller loin en championnat.

M. M.

Naples

Gattuso comptera sur Ghoulam

Le défenseur international algérien de Naples, Faouzi Ghoulam, dont la dernière apparition en Serie A italienne de football remonte à octobre 2019, «est prêt à tenir sa place dimanche en déplacement face à Cagliari (18h00), dans le cadre de la 24^e journée», a affirmé son entraîneur Gennaro Gattuso. «*J'ai convoqué Ghoulam, il est désormais prêt pour tenir sa place face à Cagliari, par contre Coulibaly et Lozano ne seront pas concernés par cette rencontre.*», a affirmé Gattuso, cité par la presse locale.

Le latéral gauche algérien qui compte cinq apparitions seulement en Serie A depuis le début de la saison, n'a toujours pas réussi à retrouver d'une manière régulière les terrains depuis sa rupture des ligaments du genou droit contre Manchester City en novembre 2017. Il a d'ailleurs fait l'impasse sur la dernière CAN-2019 remportée par l'Algérie en Égypte pour mieux revenir cette saison. Ghoulam (29 ans) espère convaincre son entraîneur Gattuso, lui qui était l'un des meilleurs latéraux gauches au

monde avant sa blessure au genou face à Manchester City en 2017. L'ancien Stéphanois pourrait donc disputer son premier match sous Gattuso qui l'a enlevé de la liste européenne, alors que le Napoli recevra le mardi 25 février le FC Barcelone en 1/8 de finale (aller) de la Ligue des champions. Le latéral gauche algérien avait rejoint Naples en janvier 2014, en provenance de Saint-Etienne, pour un contrat de quatre ans et demi qu'il avait prolongé en décembre 2017 jusqu'en 2022.

Boxe/Tournoi pré-olympique

Cinq billets qualificatifs à Dakar

La sélection algérienne de boxe prendra part au tournoi qualificatif, prévu du 20 au 29 février à Dakar (Sénégal), avec l'objectif de décrocher cinq billets aux prochains Jeux Olympiques 2020 de Tokyo (Japon), a indiqué à l'APS Mourad Meziane, membre du Comité de préparation olympique (CPO) au Comité olympique et sportif algérien (COA), chargé du dossier de la boxe. «*Nous tableons sur cinq billets qualificatifs aux JO-2020, quatre chez les messieurs et un chez les dames, un objectif largement à la portée de nos pugilistes qui*

sont habitués à jouer les premiers rôles dans ce genre de tournois, mais la tâche de nos représentants ne sera guère facile.», a déclaré Mourad Meziane qui accompagnera la délégation algérienne à Dakar. La sélection algérienne, composée de 13 pugilistes dont cinq dames, sera conduite par les entraîneurs nationaux, Ahmed Dine, Boubekri Hafid, Merchoud Behou pour les messieurs ainsi que Kinzi Abdelhani, Makhlof Brahim et Khaled Harima pour les dames. «*Nous avons sélectionné les meilleurs pugilistes dont l'expérience et le palmarès*

ne sont plus à présenter, à l'image d'Abdelhafid Benchebla, Mohamed Flissi et Chouaib Bouloudinat chez les messieurs et Boualem Romaiassa chez les dames. A cette liste de boxeurs, il faut ajouter des pugilistes comme Houmri, Abdelli et Kramou qui peuvent créer la surprise.», a ajouté Meziane. Le même responsable a déploré tout de même le forfait de dernière minute du boxeur Tabi Sofiane (75 kg) qui souffre de douleurs abdominales. Il sera remplacé probablement par Nemouchi Younes.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lutte contre les stupéfiants

Des opérations menées dans plusieurs wilayas du pays

PLUSIEURS personnes ont été interpellées et des quantités de psychotropes saisis par la Gendarmerie nationale à l'issue des opérations menées dans des wilayas du pays dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, a indiqué, hier, un communiqué de ce corps de sécurité. Dans la wilaya de M'sila, les gendarmes du groupement territorial ont interpellé deux personnes âgées de 29 et 47 ans, lors d'une patrouille effectuée à hauteur du village El-Ketatcha, dans la commune de Dehahna, alors qu'ils transportaient à bord d'un camion contenant 80 quintaux de feuilles de tabac à chiquer, sans registre du commerce ni factures. Les gendarmes du groupement territorial de Blida ont interpellé lors d'une patrouille à hauteur de la ferme Seddouk, dans la commune d'El-Affroun, un individu âgé de 23 ans, en possession de 102 comprimés psychotropes de marque Edgar. A Batna, les gendarmes du groupement territorial ont interpellé, lors d'un service de police de la route sur la RN.78, reliant Batna à Sétif, au centre-ville de la localité de Guigba, un individu âgé de 28 ans, demeurant à Ras-El-Aïoun, à bord d'un véhicule, en possession de plus d'un kg d'or et de plus de six kg d'argent, non poinçonné. Les gendarmes du groupement territorial de Tébessa ont interpellé également deux personnes âgées de 23 et 27 ans, demeurant toutes deux à Hammamet, lors d'une patrouille sur la RN.16, reliant Tébessa à El-Oued, à la sortie sud de Safsaf-El-Ouesra, à bord d'un véhicule, en possession de 4 000 cartouches de cigarettes étrangères de différentes marques, en provenance de la contrebande. A Béjaïa, les gendarmes du groupement territorial ont interpellé lors d'un point de contrôle dressé sur la RN.26, reliant Béjaïa à Bouira, dans la commune d'Akbou, deux personnes âgées de 28 et 54 ans, demeurant toutes deux à Guemar (El-Oued), qui transportaient à bord d'un camion, 16 020 bouteilles de boissons alcoolisées de marques étrangères, sans registre du commerce ni factures. Les gendarmes du groupement territorial de Constantine ont interpellé, pour leur part, sur l'autoroute Est-Ouest, dans la circonscription communale d'Aïn-Smara, deux personnes âgées de 27 et 32 ans, à bord d'un véhicule, en possession de 590 comprimés psychotropes de marque Pregabaline, la somme de 18 000 DA ainsi qu'un couteau. Aussi, les gendarmes du même groupement territorial ont inter-

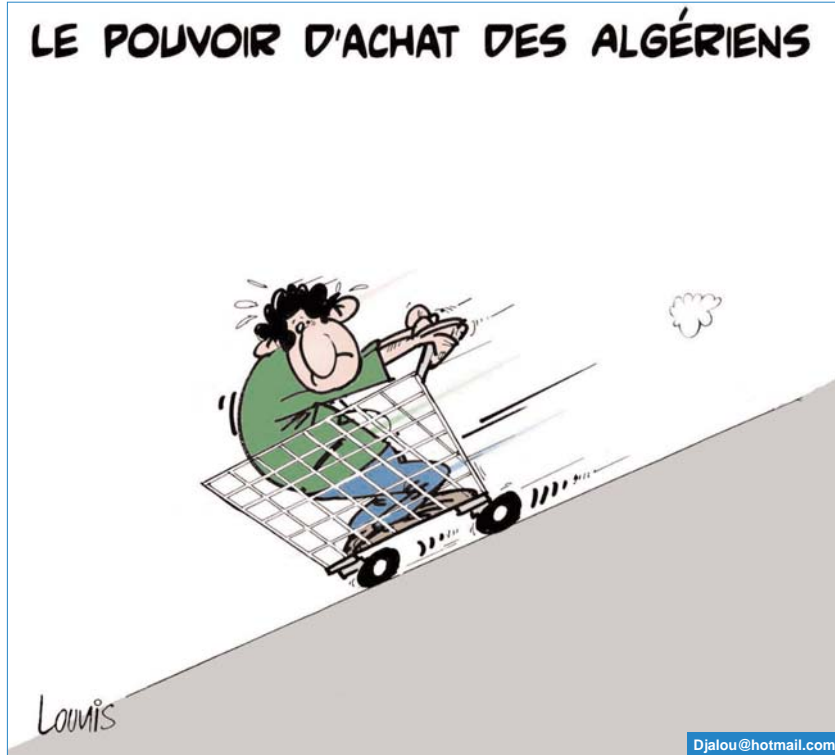
pellé lors d'une patrouille dans la commune d'El-Khroub, une personne âgée de 27 ans, en possession de 188 comprimés psychotropes de marques Pregabaline et Kietyl. De même, les gendarmes du groupement territorial de Constantine ont interpellé aussi sur l'autoroute Est-Ouest, dans la commune d'Aïn-Smara, deux personnes âgées de 24 et 30 ans, voyageant à bord d'un véhicule taxi, de Constantine vers El-Eulma (Sétif), en possession de 660 comprimés psychotropes de marque Pregabaline, et une personne âgée de 20 ans, à bord d'un autre véhicule taxi, se dirigeant d'Alger vers Constantine, en possession de 199 comprimés psychotropes de marque Pregabaline et la somme de 21 500 DA. A Oum-El-Bouaghi, les gendarmes du groupement territorial ont interpellé, lors d'un point de contrôle dressé sur la RN.10, reliant Oum-El-Bouaghi à Constantine, dans la commune d'Aïn-Fakroun, deux personnes âgées de 26 et 27 ans, en possession de 640 comprimés psychotropes de marque Pregabaline. A Tlemcen, les gendarmes du groupement territorial ont interpellé sur la RN.35 reliant Tlemcen à Oran, dans la commune de Hammam-Bougherara, une personne âgée de 28 ans, qui voyageait à bord d'un véhicule taxi d'Oran vers Maghnia, en possession de 490 comprimés psychotropes de marque Ecstasy. Dans la wilaya d'Alger, les gendarmes du groupement territorial ont interpellé une personne âgée de 50 ans, avec son associé âgé de 40 ans, et saisi dans leur hangar, sis au centre-ville de la localité de Douéra, 995 cartons de tabac à chiquer de différentes marques, sans registre du commerce ni factures et la somme d'un milliard et 500 millions de centimes. La gendarmerie a relevé que des enquêtes sont ouvertes suite à ces opérations.

Ali B.

Au large de Mostaganem

Mise en échec d'une tentative de 10 harraga

UNE TENTATIVE de 10 candidats à l'émigration clandestine au large de la mer a été mise en échec, dimanche, au large de Mostaganem, a-t-on appris hier du groupement territorial des gardes-côtes. Les unités flottantes relevant des gardes-côtes ont intercepté une embarcation ayant à son bord 10 personnes, à environ 6 miles marins (10 km), au nord de la plage de



LE POUVOIR D'ACHAT DES ALGÉRIENS

LOUIS

Djalou@hotmail.com

Agriculture

L'huile d'olive de Bordj Bou Arréridj présente au Salon de l'agriculture à Paris

■ L'huile d'olive de la wilaya de Bordj Bou Arréridj sera présente au Salon international de l'agriculture de Paris (France) prévu du 22 février au 1^{er} mars, a indiqué, dimanche, le directeur de la Chambre d'agriculture, Mourad Brahimi.

Par Slim O.

S'exprimant en marge du troisième Salon régional de l'olive et de l'huile d'olive, organisé par la Chambre d'agriculture de Bordj Bou Arréridj, le responsable de la chambre a révélé que l'huile d'olive extra vierge de la variété Chemlal de la région de Belimour (Est de Bordj Bou Arréridj) «représentera l'Algérie au Salon international de l'agriculture de Paris, en sa qualité de meilleur produit algérien 2019». En plus de ses qualités organo-

leptiques et nutritionnelles, cette huile extra vierge de qualité supérieure, issue d'une première pression à froid et faite à partir d'olives non mûres, possède un taux d'acidité inférieur à 0,8 %, a-t-il indiqué. Faisant savoir que la qualité de l'huile d'olive se caractérise principalement par son taux d'acidité, il a affirmé que l'huile vierge à un taux d'acidité inférieur à 2 %, celui (taux d'acidité) de l'huile d'olive vierge courante varie entre 2 et 3,5 %, tandis que l'huile dont le taux d'acidité est supérieur à 3,5 % est quant à elle orientée vers l'in-

dustrie cosmétique. Ayant plus de 15 ans d'expérience dans le domaine de l'oléiculture dans la wilaya de Chlef, l'exposant Yacine Bensabeh a indiqué que pour obtenir une huile de qualité «il faut rapidement presser les olives après la cueillette et privilégier les caisses en bois aux sacs plastiques pour le stockage». Le Salon régional de l'olive et de l'huile d'olive se poursuivra jusqu'à aujourd'hui avec la participation de 25 exposants, issus de 15 wilayas du pays.

S. O./APS

Transport aérien

Tassili Airlines renforce ses dessertes domestiques à partir de mars

La compagnie Tassili Airlines (TAL) étend son réseau de transport national régulier par le lancement de trois nouvelles dessertes reliant Alger aux villes de Mechria, Ghardaïa et Mascara à partir de mars prochain, a-t-elle annoncé, dimanche, dans un communiqué. Le renforcement

de ces trois dessertes régulières domestiques est fixé respectivement pour les 4, 5 et 26 mars 2020, a précisé la même source. A ce titre, la compagnie a décidé d'engager ses appareils Q200 sur l'aéroport de Mechria à raison de 3 vols hebdomadaires, et sur Mascara et Ghardaïa avec 2 vols par semaine pour chaque destination. Parallèlement, la ville d'El Oued, déjà desservie par Tassili Airlines à raison d'un vol par semaine (vendredi), sera renforcée de 2 vols hebdomadaires à compter du 3 mars 2020, selon la même source. Pour accompagner cette extension, Tassili Airlines affirme avoir activé une tarification «promotionnelle» de lancement pour l'ensemble de ces destinations à raison de -30% aussi bien en aller simple qu'en aller-retour. «Cette promotion sera en vigueur durant les 30 jours suivant la date de lancement de chaque ligne, avec une

période de voyage valable pendant 6 mois», a-t-elle précisé. TAL a tenu à souligner que ces lignes ont été mises en place dans le cadre des orientations du président de la République, données le 22 décembre 2019 à l'occasion de l'inauguration de la 28^e édition de la Foire de la production nationale à Alger. «Les voyageurs souhaitant emprunter les vols de Tassili Airlines pourront acheter leurs billets à travers son réseau de vente national composé de 17 agences relevant de la compagnie et 278 agences de voyages agréées», a-t-elle indiqué, précisant que le site internet de Tassili Airlines www.tassiliairlines.dz permet les achats par carte de paiement électronique CIB, Edahabia, Visa et Mastercard. «Les offres sont soumises à condition dans la limite des sièges disponibles», lit-on dans le communiqué. Afaf C.